

≡ BULLETIN ≡

DU IV^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 28

Moscou

11 Décembre 1922

28^eme Séance

du 1er décembre 1922.

Sommaire:

Rapport sur le parti français.

Orateur: Trotski.

Président: Kolarov.

La séance est ouverte à 13 heures.

Kolarov — La séance est ouverte. A l'ordre du jour, le rapport de la Commission française: rapporteur, camarade Trotski.

Je lui donne la parole (Applaudissements).

Trotski.— Nous avons maintenant à l'ordre du jour une question extrêmement importante et bien difficile: la question de notre parti français.

Le Parti Communiste français passe par une crise bien aggravée. Et cette crise du parti coïncide étrangement avec la crise de la bourgeoisie française et de son Etat.

J'ai dit étrangement, parce que, en règle générale, ce sont précisément les crises des organismes bourgeois qui créent une situation favorable pour le développement d'un parti révolutionnaire. C'est le parti révolutionnaire qui se nourrit d'ordinaire de la crise de la société bourgeoise.

Or, la coïncidence de ces deux crises me permet de dire, de conclure que le parti français n'a pas encore obtenu pour son organisation, pour son action, cette autonomie, cette liberté absolue envers la société capitaliste nécessaire pour profiter librement, largement de la crise de cette dernière. Nous le verrons plus loin d'une manière plus détaillée, plus approfondie.

Mais en quoi consiste cette crise dont l'existence n'est niée par personne?

On indique l'arrêt et même le recul du recrutement. Le tirage de nos journaux, de nos publications et en particulier de «l'Humanité», fléchit. La vie intérieure des organisations est somnolente.

Voilà les signes les plus frappants en même temps que les plus évidents et les plus indiscutables.

Il y en a d'autres. C'est le régime des fractions qui s'est installé dans le parti. La lutte des fractions, les polémiques acerbes et parfois personnelles, voilà encore des expressions différentes, indiscutables d'une crise profonde dans l'organisme du Parti.

Ces démonstrations extérieures ne sont pas de même valeur pour le développement de notre Parti français.

Le recul de notre recrutement n'est pas un grand danger, si ce recul n'est que passager et s'il n'est autre chose que l'expression du fait que notre Parti a entraîné, dans une première époque, des éléments qui ne nous appartiennent pas par leur mentalité et leur point de vue et qu'il les élimine en augmentant, en stabilisant son unité, sa fermeté communistes. Même la diminution du tirage de la presse n'est pas un danger. C'est peut-être un événement passager et déterminé par le changement dans la situation politique.

Ce qui est un fait indiscutable, c'est que nous avons vu dans l'histoire de nos différents partis que leur ligne de développement n'est

pas tout à fait directe, qu'il y a le flux et le reflux inévitables, que pendant le flux le Parti doit développer une grande action extérieure en entraînant les masses, tandis que pendant le reflux, le Parti peut se concentrer, se replier sur lui-même en développant son organisation, en précisant ses idées, en se préparant pour les batailles inévitables.

Ce qui est plus significatif, c'est le régime des fractions et leur lutte.

D'où viennent ces fractions? Qui porte la responsabilité de ce régime?

On peut donner une réponse qui est plutôt une réponse descriptive, celle qu'on trouve assez souvent dans la presse de notre Parti français. Je citerai un camarade qui vous est bien connu, le camarade Frossard, qui a écrit, dans «l'Humanité» du 16 juillet, un article intitulé: «Ca ne finira donc jamais!» J'en détache les phrases suivantes: «Quels échappés de Byzance nous sommes! quels coupeurs de cheveux en quatre! quels pauvres discutailleurs! Et comme il faut plaindre les véritables héros qui nous lisent!».

Voilà un tableau bien sombre. Mais dans ces phrases, nous ne trouvons qu'une description extérieure de la situation dans le Parti. Pourquoi sommes-nous des échappés de Byzance, de pauvres discutailleurs, des coupeurs de cheveux en quatre?.. Quelle en est la raison? Voilà une question qui exige une réponse. On pose aussi parfois la question de savoir de quel côté sont venues les polémiques, les polémiques générales et les polémiques personnelles.

Les camarades qui appartiennent à la même tendance que notre camarade Frossard indiquent souvent la gauche comme la promotrice de ces polémiques, en même temps que la promotrice du régime des fractions. Mais ce régime des fractions est dénoncé bien souvent par des camarades qui appartiennent eux-mêmes aux fractions et qui considèrent ce régime comme tout à fait artificiel, nullement basé sur les idées et ne correspondant ni aux aptitudes ni aux buts politiques. Je me permettrai de lire un article de Daniel Renoult, paru au mois de septembre dans «l'Humanité»: «Comme l'a dit mon ami Duret, à qui, sur ce point, on n'a jamais rien répondu, c'est seulement dans et par l'action qu'une classification sérieuse et juste peut être établie».

On voit donc, d'une part, les fractions se livrer mutuellement une lutte acharnée, et d'autre part, les représentants de deux

fractions affirmer que ces groupements ne sont qu'artificiellement constitués et que c'est seulement par l'action, c'est-à-dire par l'action future, qu'on pourrait établir la classification juste des tendances dans le Parti. Je ne crois pas que cette analyse soit juste.

D'abord on devrait se demander comment il se fait que des camarades qui nient la forme idéologique et politique de ces fractions appartiennent à l'une des trois fractions les plus importantes du parti.

Ensuite il faut se demander si l'argument donné: d'attendre de l'action qu'elle vienne nous grouper dans un cadre tout à fait juste est valable.

S'il s'agit de l'action révolutionnaire, c'est-à-dire de la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, alors nous avons eu tort de nous séparer des dissidents parce que ces derniers affirment que c'était une scission dictée par une volonté extérieure et non par les besoins intérieurs du Parti.

Mais toute la vie du Parti doit être la série des actions qui forme une chaîne et cette chaîne doit mener à l'action la plus grande: la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Or, si l'on dit que les groupements qui se sont formés ne sont pas définitifs, nous sommes d'accord et je crois que nous ne discuterons pas la justesse d'une pareille affirmation.

Je crois qu'il y aura toujours une classification par tendances et qu'au moment de l'action révolutionnaire définitive, la grande majorité des membres de toutes les fractions se retrouveront groupés sur la même base; c'est juste. Mais prétendre que les tendances qui existent maintenant et se combattant ne sont qu'une division artificielle, c'est vraiment être injuste pour le Parti français qui est constitué en tendances et qui n'existe pas en dehors des tendances; il doit donc y avoir une raison importante de leur existence et de leurs luttes.

Le groupement, dit-on, ne peut se produire que par l'action. Mais c'est par l'action que l'Internationale a essayé pendant un an et demi d'aboutir à un regroupement dans le Parti français et, pour cette action, l'Internationale a proposé deux voies qui mènent au même but. C'est l'action dans les syndicats et l'action par les syndicats et c'est l'action par le front unique.

Or pour mener une action, il faut en avoir l'idée plus ou moins précise et avoir le consentement de la majorité du Parti.

Quand on a proposé le regroupement du Parti par l'action, il y a toujours eu des obstacles immédiats à cette action. On n'a pas voulu admettre l'action méthodique et organisée du Parti dans les organisations les plus importantes et les plus vastes—quoique bien amoindries—de la France, non plus que l'action par le mot d'ordre du front unique.

C'est une vérité devenue banale qu'on ne peut pas, dans un pays où l'on ne possède pas au moins la confiance de l'écrasante majorité de la classe ouvrière, où le prolétariat est divisé syndicalement et politiquement en différentes fractions, où les membres de ces fractions ne constituent dans les syndicats comme dans le Parti qu'une minime partie de la classe ouvrière, développer l'action autrement que par le mot d'ordre du front unique, autrement que par une action commune. Et si on rejette cette possibilité d'action, qui n'est pas une invention de l'esprit, mais qui est une nécessité de l'action, on rejette l'action elle-même.

Et si on se plaint ensuite d'être classé en tendances, on ne fait qu'accumuler des contradictions inadmissibles.

Vous savez, camarades, que pendant cette dernière année, il y a eu, entre l'Internationale et le Parti français,—c'est-à-dire la majorité représentée dans cette question par les deux tendances, la tendance du centre et la tendance Renoult,—une lutte—je dois employer cette expression—permanente.

On a voulu faire comprendre à notre Parti français la nécessité du front unique et, hier, le camarade Zinoviev, dans la commission que vous avez nommée pour la question française, rappelait cet argument dont on s'est servi en France contre l'Internationale sur cette question importante, à savoir que c'était l'Internationale qui imposait au Parti français, sous la forme de l'unité de front, le retour à la collaboration de classes et au millerandisme. Voilà jusqu'à quelle extrémité sont allés les malentendus sur une question qui était en même temps un moyen puissant pour développer une action dans le Parti français.

Maintenant, c'est la presse bourgeoise française qui s'empare de cet argument, et c'est le châtement pour les fautes commises dans la polémique. C'est le châtement de voir l'ennemi s'emparer des formules fausses, les préciser et les lancer sur le marché politique. Voici ce qu'on a pu lire dans le Temps:

«Encore n'est-il pas dit que cette humiliante docilité suffira à apaiser le courroux

de Moscou, car ne pratique pas qui veut dans son esprit et dans sa lettre la politique de l'Internationale, qui varie à l'infini suivant les intérêts du moment du Ctouvernement des Soviets et suivant les circonstances auxquelles les chefs de ce gouvernement doivent faire face pour essayer de dissimuler dans la mesure du possible la faillite du communisme intégral».

C'est une formule qu'ils n'ont pas inventée. Ils l'ont empruntée à quelque représentant des tendances de notre Parti, ils l'ont précisée et lancée contre le Parti tout entier.

Il y a quelques jours, Frossard, qui a lutté aussi contre le front unique, s'est adressé aux réformistes pour proposer une action selon les principes du front unique.

Dans la réponse des dissidents on retrouve toute la terminologie que nous connaissons bien, que nous avons lue déjà dans la presse de notre Parti et qui est devenue l'instrument de nos ennemis.

Mais ce qui est pire encore, c'est d'avoir attendu pendant plus d'une année et d'avoir laissé les dissidents eux-mêmes s'emparer de l'idée du front unique; et ce n'est pas le Parti français qui paraît être devant le prolétariat le promoteur de cette formule mais ce sont déjà les dissidents qui nous font la concurrence sur ce terrain. Il suffit de lire, dans le «Populaire» les articles sur le rétablissement de l'unité syndicale.

Donc le régime des fractions n'est pas artificiel et occasionnel, créé sous l'influence de volontés extérieures; il se base sur des tendances qui sont le produit de l'action—ou du manque d'action—qui n'est pas occasionnel non plus dans le Parti français.

Quant à la politique, si on demande à qui en incombe la responsabilité, je répondrai que ce n'est pas à la gauche, mais peut-être, malheureusement, à l'Internationale elle-même. On n'a pas pu réaliser l'action parce qu'on n'a pas voulu accentuer les prémisses de cette action. Il est nécessaire, par la polémique, d'enlever les obstacles idéologiques à l'action. Voilà pourquoi l'Internationale elle-même a pris l'initiative des polémiques.

Pour vérifier moi-même la ligne que nous avons suivie, pendant ces deux dernières années envers le parti français, j'ai fait rechercher un discours que j'ai prononcé au mois de juin 1921, à la réunion de l'Exécutif élargi, sur la question française; il y a donc un an et demi.

Je dois avouer que j'ai été frappé par le fait que nous piétinons toujours sur la même place.

Je ne rappellerai que quelques passages de ce discours :

« On ne voit pas cet abîme qui doit être creusé par notre presse, par nos discours, entre le Parti communiste et toute la société bourgeoise. On ne le voit pas. Il faut maintenant que les ouvriers viennent vous dire: « Mais qu'est ce que vous faites là-bas? Mais pourquoi ne parlez vous pas le langage communiste? Ce sont chez vous des ombres très vagues, à peine plus colorées que les ombres longuettistes, mais les mêmes au fond. J'ajoute: « il faut connaître et apprécier ce fait encore: l'attitude du parti à l'égard des syndicalistes est tout à fait fausse... »

Et puis: « Il faut donc dire amicalement, mais énergiquement au Parti Communiste français: Nous ne vous demandons pas d'entreprendre des actions révolutionnaires sans vous rendre compte si la situation est favorable pour cela ou non. Mais ce que nous vous demandons c'est de rompre, non seulement formellement, mais en fait, par vos idées, par vos sentiments, par votre attitude totale, de rompre définitivement avec vos anciennes attitudes, vos anciennes relations, vos rapports d'autrefois avec la société capitaliste et ses institutions. »

Ces paroles ne paraissent-elles pas avoir été prononcées ces jours-ci, au moment de la discussion sur la franc-maçonnerie?

Et puis encore: « Ce que nous demandons, c'est que votre volonté révolutionnaire trouve son expression dans votre presse, au Parlement, dans les syndicats, partout et finisse par trouver son expression suprême sur les barricades de Paris. »

Voilà comment nous avons présenté la question à l'Exécutif. Ma voix n'était qu'une voix de l'Exécutif qui était tout à fait unanime sur ce terrain; il y a de cela un an et demi. Nous avons lutté contre l'esprit du conservatisme que représentait le passé—pour l'esprit révolutionnaire qui était celui de l'avenir. Or, je ne puis pas dire que nous n'avons guère réussi. Quelque chose a changé dans le Parti. La crise présente, certes, bien pénible, a porté un coup mortel au conservatisme du Parti.

Naturellement, si le Parti ne trouve pas les forces nécessaires pour vaincre cette crise, elle peut provoquer un recul dans toute l'évolution révolutionnaire du prolétariat français. Mais il n'y a pas de raisons pour apprécier d'une manière pessimiste les possibilités qui s'ouvrent devant le Parti français. Je le répète: le fait de la crise est le

résultat, d'un côté des polémiques et de l'autre de la lutte de la part de l'Internationale, de cette lutte que l'on soutenait contre le conservatisme, et la gravité de cette crise, son caractère pénible, proviennent de ce que le conservatisme demeure très fort, trop fort.

Nous avons entraîné avec nous, à Tours, beaucoup d'attitudes, de moeurs qui ne veulent pas céder leur place aux moeurs et aux attitudes de l'action communiste. Voilà pourquoi s'est créé le régime des fractions qui n'est autre chose que la lutte de l'avenir contre le passé ou la tendance intermédiaire qui cherche à s'orienter.

On a souvent indiqué que beaucoup de facteurs extérieurs du Parti lui-même empêchent l'évolution plus rapide de ce Parti on a indiqué la tradition française et l'individualisme de l'ouvrier français. Or, un parti qui veut devenir un parti de lutte ne doit pas seulement se placer au point de vue d'un historien qui se met au-dessus de la mêlée intérieure du parti et ne fait qu'indiquer les causes qui en empêchent l'évolution vers l'avenir.

J'emprunterai à notre camarade Vaillant-Couturier un argument excellent. Il a dit: Vous prétendez avoir affaire à des ouvriers tout à fait pénétrés de l'individualisme qui empêche l'organisation d'un parti révolutionnaire. Mais pendant la guerre, est-ce que la société capitaliste s'arrêta devant l'individualisme français? Est-ce que les social patriotes ont trouvé un obstacle dans cet individualisme? Non. Mais, par la force de la police et de l'armée active, par la force surtout de l'opinion publique, ils ont fait une pression croissante sur le prétendu individualisme de l'ouvrier français et ont introduit celui-ci dans les tranchées où il est resté pendant 4 années et demie.

On a su comment on pouvait vaincre cet individualisme, quand il s'est agi des intérêts bourgeois. Est-ce que vraiment cet individualisme nous paraît tout à fait invincible quand il s'agit de le vaincre au profit des intérêts du prolétariat lui-même?

C'est là un argument qu'il faut repousser. Il est vrai que dans chaque ouvrier—et surtout grâce à l'histoire française—il y a un côté individualiste bien développé, peut-être plus que chez les autres ouvriers. Mais il y a aussi un côté généreux. Il faut savoir y faire appel en lui ouvrant les perspectives d'une action où il peut vraiment donner tout son dévouement, toute son abnégation et vous

verrez qu'il saura sacrifier, non seulement ses intérêts matériels, mais sa vie quand la lutte le demandera.

Mais il faut pouvoir le faire. Et quand j'entends un communiste dire: il n'y a rien à faire, les ouvriers sont tellement individualistes! Je dis que cette explication ne peut que créer la méfiance envers le Parti ou une certaine tendance et démontrer leur impuissance.

La question syndicale.

Nous avons beaucoup parlé de cette question syndicale au cours de ce Congrès et nous avons rencontré les mêmes obstacles—dont on voit le reflet dans les procès-verbaux du Congrès de Paris—auprès de la tendance du Centre et de la tendance Renault.

Je vous citerai quelques expressions de notre camarade Jacob qui fait partie de la délégation syndicale. Son discours au Congrès de Paris est extrêmement caractéristique et important, et je le dis, en toute amitié, tout à fait faux et dangereusement faux.

Le camarade Jacob est membre du Parti et en même temps membre qualifié de l'organisation syndicale. Voilà comment il dicte au Parti son rôle dans le mouvement ouvrier:

« Le Parti ne doit pas gêner l'action des syndicats et certains passages de la résolution du Comité Directeur ne peuvent qu'entraver cette action.

Manouïlski est mal renseigné sur la grève du Havre: Frossard et Lepez ont dit que le communiste n'a pas fait son devoir dans la grève. Mais nous disons que le Parti n'avait rien à y faire... »

Voilà un état d'esprit extrêmement dangereux. On pourrait dire que ce n'était peut-être qu'une exagération de tempérament. Peut-être! Mais elle reste extrêmement caractéristique pour la mentalité de notre Parti. Ce sont des membres du Parti—pas des syndicalistes amicaux, comme Monmousseau d'un côté, Monatte de l'autre—ce sont des membres du Parti qui lui disent: « Tu n'as rien à faire dans un événement comme la grève du Havre. »

Vous savez que dans la grève du Havre, c'est le maire du Havre, Meyer, politicien radical bourgeois, c'est le député Siegfried, mort depuis, qui sont intervenus; ce sont les fusils de M. Poincaré qui sont intervenus aussi et cela, c'est de la politique. Il n'y a qu'un seul parti qui ne soit pas intervenu, en tant que parti, dans cette grève. Certes,

le Parti a fait beaucoup de choses pour les grévistes: il a recueilli de fortes sommes d'argent par souscriptions quotidiennes, on a écrit beaucoup d'articles, mais comme l'organisation qui peut donner des conseils, se présenter, sans contrecarrer l'action du syndicat, montrer sa figure politique aux ouvriers et dire: nous sommes ici pour vous aider, qu'est-ce que vous exigez de nous? nous sommes prêts à le faire!—le Parti n'a rien à faire dans la grève du Havre.

Il y avait des syndicalistes locaux qui disaient—je l'ai appris de camarades qui sont ici:—ne venez pas nous compromettre devant le gouvernement qui dira: vous faites la grève communiste, peut-être même indiquée par Moscou.

Alors, le Parti s'esquiva.

Je comprends qu'il peut y avoir des conditions où le parti fait des concessions à l'esprit même le plus arriéré de la masse ou de ses représentants locaux, pendant la grève. Mais alors, on aurait dû écrire dans l'« Humanité »: nous avons présenté nos services aux leaders de la grève du Havre; ils nous ont répondu: nous avons des relations avec Meyer, avec Siegfried: n'allez pas nous compromettre! Alors, nous n'intervenons pas, mais nous leur disons: prenez garde! cassez-vous! Vous avez affaire à des politiciens bourgeois, ils vous trahiront. Il n'y a qu'un seul parti qui sera avec vous au moment de la grande lutte: c'est le parti communiste.

Et si vous aviez dit ces paroles dès la première journée de la grève du Havre ou pendant son développement, après les événements tragiques du 28 août et les massacres, votre autorité aurait été beaucoup plus grande, car c'est vous qui auriez prévu l'évolution des événements.

Non. Nous nous sommes inclinés. Le camarade Frossard a dit: le Parti n'a rien pu faire dans ce domaine et voilà un communiste qui travaille dans les syndicats et qui dit: le Parti n'a rien à y faire.

C'est une situation bien triste et bien dangereuse, parce que, partant de là, il n'y a qu'un pas pour rejoindre notre camarade Ernest Lafont qui, dans le discours qu'il a prononcé au Congrès de Paris, s'est inspiré du « lagardellisme ». Vous savez ce que c'est que le « lagardellisme »; ce n'est pas du syndicalisme, c'est une mixture de quelques déchets idéologiques du syndicalisme, avec de la politiquaillerie. Et Ernest Lafont dit: les syndicats, c'est une chose secondaire et je suis créé pour cette chose secondaire.

Lagardelle était un grand philosophe; il est maintenant l'employé d'organisations capitalistes. On continue l'action tout à fait opportuniste, réformiste et non révolutionnaire, dans le Parti, en se basant sur cette philosophie d'après laquelle la révolution doit être faite en dehors du Parti et Ernest Lafont trouve une formule tout à fait heureuse, il dit: Qu'est-ce que nous avons, nous avocats, à nous mêler des affaires des syndicats?»

Et le camarade Jacob, qui n'est ni avocat, ni Lagerdelliste, mais qui est un bon communiste et un bon ouvrier syndicaliste, dit: Oui, le Parti n'a rien à y faire.

Cette coïncidence est extrêmement dange-reuse.

Je la retrouve un peu dans la déclaration signée par Monatte—mon ami—et par les camarades Louzon, Chambellan et d'autres.

On peut comprendre Monatte—qui n'est pas membre du Parti—quand il dit: «nous sommes des syndicalistes-révolutionnaires, c'est-à-dire que nous attribuons au syndicat le rôle essentiel dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat».

C'est une déclaration toute récente parue après le congrès de Paris, dans la «Lutte de classe» dirigée par la camarade Rosmer, avec une note de la rédaction.

Je comprends des affirmations pareilles de la part de Monatte qui est en dehors du Parti—mais qui a tort de rester en dehors du Parti,—mais je ne comprends guère Louzon, ni Chambellan, ni Clavel et J. Orlianges qui appartiennent au Parti et sont membres en même temps de la commission exécutive de la C. G. T. U.

Qu'est-ce que cela veut dire: «Nous attribuons un rôle essentiel au syndicat dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation...»? Quel syndicat? Nous connaissons en France des syndicats différents. S'agit-il du syndicat des jouhautistes? Evidemment non. Du syndicat de notre camarade Monmousseau? Peut-être. Mais vous voulez aboutir à une unification, à une fusion de ces deux syndicats. Nous avons aujourd'hui Monmousseau comme secrétaire général de la C. G. T. U. mais nous avons hier une commission administrative de cette C. G. T. U. entre les mains des auteurs du pacte: les Besnard, les Verdier, etc...

Est-ce sous leur conduite que le prolétariat peut aller vers la révolution et la faire? Est-ce que vous croyez sérieusement que c'est au syndicat que revient le rôle dirigeant de la classe ouvrière? Est-ce que vous croyez que

le syndicat conduit par les réformistes, les confusionnistes, les communistes qui ne veulent pas se soumettre à la discipline et à la doctrine de leur parti, soit la première organisation ouvrière du monde, ou un syndicat inspiré par les idées communistes que nous représentons. Vous vous servez d'une formule du syndicalisme après l'avoir vidée de son contenu révolutionnaire et idéologique et vous dites: le syndicat, c'est la première chose du monde!

Naturellement, s'il s'agit d'un syndicat guidé par les meilleurs éléments de la classe ouvrière, tout à fait organisés et conscients, et qui s'inspirent de la doctrine qui représente les intérêts de la lutte révolutionnaire, alors, ce syndicat est excellent. Mais il n'existe pas, surtout en France. Il faut le créer. Par quels procédés? Par une collaboration entre les camarades qui n'appartiennent pas au Parti et ceux qui y sont, et organiser l'élite de la classe ouvrière, lui inculquer les idées communistes et en faire pénétrer l'esprit dans toutes les organisations ouvrières.

Vous laissez entrer dans les syndicats les ouvriers qui sont en dehors du Parti et qui ne sont pas des révolutionnaires, qui possèdent les préjugés les plus arriérés: les ouvriers catholiques, par exemple. Vous êtes obligés de le faire, parce que si le syndicat n'avait dans son sein que des communistes, des syndicalistes qui ne sont pas encore au Parti, à cause de quelques préjugés, si le syndicat n'avait que ces éléments, il n'aurait aucune valeur parce qu'il serait une répétition du Parti.

Mais ce ne serait pas pire, parce que le Parti est plus homogène, ou du moins doit l'être, que les syndicats qui comprennent des communistes qui ne se soumettent pas à la discipline de leur parti et des syndicalistes qui n'ont aucun parti et ont la crainte du parti, en même temps qu'ils ont besoin d'analyser leurs idées, leurs méthodes, et qu'ils n'ont aucun parti politique pour le faire.

Si les syndicats n'étaient que cela, ce serait la pire édition d'un parti politique.

L'importance du syndicat consiste en ce que sa majorité est ou doit être composée d'éléments qui ne sont pas encore soumis à l'influence d'un parti; mais il est évident qu'il y a dans les syndicats des couches différentes: les couches tout à fait conscientes et les couches conscientes, mais avec un reste de préjugés, les couches qui cherchent encore à former leur conscience révolutionnaire.

Alors, qui doit prendre la direction?

Nous ne devons pas oublier le rôle du Pacte. Il doit être un exemple pour chaque ouvrier français, même le plus arriéré, le plus simple. Il faut expliquer ce fait que par la défaillance du Parti dans le domaine syndical, ce sont quelques éléments anarchisants ou anarchistes qui ont créé un «pacte» secret pour prendre la direction du mouvement. Les syndicats créent une élite qui a besoin d'une direction d'idées; ces idées ne sont pas spontanées, elles ne tombent pas du ciel; il faut avoir dans ces idées une continuité; il faut les justifier, les vérifier par l'expérience, les analyser, les critiquer et ce travail doit s'opérer dans le Parti.

Aujourd'hui, la grande objection que l'on nous oppose, c'est la subordination des syndicats au Parti.

Oui, nous voulons subordonner la conscience de la classe ouvrière aux idées révolutionnaires. C'est notre prétention. C'est tout à fait stupide de dire que nous pouvons agir par des pressions du dehors, par des pressions qui ne seraient pas basées sur la volonté libre des ouvriers eux-mêmes ou que le parti possède des moyens de pression qu'il peut employer à l'égard des syndicats qui sont numériquement plus forts que lui, au moins qui doivent l'être. C'est la réaction de tous les pays qui a toujours répété que le Parti et les syndicats veulent soumettre la classe ouvrière à leur volonté.

Prenons la presse la plus réactionnaire et la plus perfide, en France, en Allemagne, partout, en Amérique aussi. Ce sont toujours les mêmes affirmations. Ce sont les organisations ouvrières qui s'emparent, contre le gré de la classe ouvrière, de ses actions, qui s'imposent et qui aboutissent, par leurs manoeuvres à la soumission de la classe ouvrière aux syndicats.

Et que répondez-vous? Vous dites. Non, nous présentons nos services à la classe ouvrière, nous gagnons la confiance des syndicats. La partie avancée de la classe ouvrière entre dans les syndicats; la grande masse soutient les syndicats dans la lutte et pénètre dans les syndicats successivement.

N'est-ce pas la même chose avec le Parti? Nous voulons gagner la confiance des syndiqués. N'est-ce pas notre droit, notre devoir de nous présenter dans chaque action et surtout dans les actions difficiles, comme les éléments les plus courageux de l'action pour l'animer, l'encourager, occuper les postes les plus difficiles, qui comportent les plus grands

risques, pour démontrer que les communistes sont toujours et partout les éléments les plus fidèles de la lutte révolutionnaire.

N'est-ce pas notre devoir et notre droit?

Lisez, sur ce sujet, l'article du camarade Soutif, dans le dernier ou l'avant-dernier numéro du Bulletin Communiste, par conséquent après le Congrès de Paris. On a une certaine manière, en France, de critiquer l'Internationale: on s'incline devant l'Internationale et on donne un bon coup à la gauche, surtout dans une question où la gauche représente d'une manière fidèle les idées de l'Internationale. Soutif dit: «Cette résolution—c'était la résolution que je trouve excellente, de Rosmer—cette résolution proclame que le Parti communiste «croit exprimer le mieux les aspirations de la classe ouvrière et être le plus capable d'assurer sa libération». La majorité du Comité Directeur rejeta naturellement cette motion».

Le Comité Directeur d'un parti qui prétend le mieux servir la classe ouvrière doit «évidemment» rejeter une pareille affirmation. Et ceci est écrit dans l'organe de notre parti, par un membre du Comité Directeur qui dénonce la gauche pour avoir commis cette grande faute de prétendre que notre parti est capable de servir le mieux la classe ouvrière.

On ne comprend rien à cela. Si nous nous laissons dénoncer de cette manière, dans nos organes, par les membres de notre Comité Directeur, est-ce que nous pouvons gagner la confiance de la classe ouvrière? Peut-on tolérer cela pendant des semaines? Un parti vivant qui veut gagner la confiance de la classe ouvrière devrait tout de suite apprendre l'A. B. C. du communisme à l'auteur de cet article.

Ce n'est pas le premier. C'est l'un d'une très grande série que nous avons dénoncée dans des lettres, dans des pourparlers, dans des télégrammes.

Les conséquences, c'est la grève du Havre, et surtout la grève générale de protestation vers la fin de la grève du Havre, après les massacres du 28 août.

Vous connaissez tous ces événements. La grève du Havre a duré 110 jours. Elle a fini par un massacre. On a tué 4 ouvriers; on en a blessé plusieurs. Or, je vais vous montrer quelques documents qui resteront dans l'histoire du mouvement ouvrier français; ce sont des coupures de l'Humanité. C'est l'appel de la C. G. T. U. et de l'Union des syndicats de la Seine. Cet appel a paru dans

L'Humanité du lundi on annonce à la classe ouvrière l'assassinat du Havre, puis, il y a un appendice: Mardi, grève générale de 24 heures, c'est-à-dire pour le lendemain et l'on ajoute: «le Bâtiment décide «en attendant» la grève générale pour aujourd'hui». Pour le lundi, déjà!

Le Parti n'avait rien à faire, comme dit notre camarade Jacob, dans la grève du Havre. C'était une question économique: On a, économiquement, tué quatre ouvriers et blessé plusieurs; question purement syndicale. Alors, il y a des organismes économiques pour s'occuper de cette affaire: c'est d'abord le Bâtiment «en attendant», c'est-à-dire en n'attendant pas, en sabotant l'action. Il se lance dans une grève qu'il proclame la grève générale.

Que fait la C. G. T. U? Elle s'incline devant le Bâtiment. Pourquoi? Parce qu'elle ne peut pas céder la place aux anarchistes qui prétendent être plus révolutionnaires que les autres et diront: nous avons proclamé la grève générale et les syndicalistes, les mi-communistes de la C. G. T. U. ont saboté notre grande action,—qui n'était pas une action, mais seulement un mot d'ordre jeté à ce moment-là.

On s'incline devant la grande faute et que fait le Parti? Il s'incline devant la C. G. T. U. C'est l'enchaînement des fautes. Qui commence? Ce sont quelques jeunes anarchistes qui ne sont peut-être pas si coupables que cela! Ils sont allés au siège de leur organisation et ont dit: il faut faire quelque chose. Et ils ont trouvé là un camarade qui a répondu: mais oui, il faut faire quelque chose; on va proclamer la grève générale.

Et la C. G. T. U. s'incline; le Parti s'incline. Le Parti, qui n'a pas grand chose à faire dans la grève du Havre, qui est resté comme un organisme tout à fait superflu dans ce dialogue entre tous les ouvriers du Havre et la grande société bourgeoise, le Parti intervient en s'inclinant devant la C. G. T. U.

Le résultat? La débâcle. Fiasco complet. Pourquoi? Parce que c'était prédéterminé, prédestiné. Et ces coupures que je vous montre prétendaient mettre debout la classe ouvrière en France, du lundi au mardi, pour la grève générale. Est-ce possible?

Même dans un pays où l'on possède le réseau télégraphique, les radios—comme ici en Russie—où le parti est fort, où les syndicats travaillent en plein accord avec le Parti, où il n'y a ni partis, ni syndicats op-

posés aux nôtres cela n'est pas possible. Ainsi, pour la démonstration en l'honneur du 4ème Congrès mondial, on a dû expliquer aux ouvriers ce que c'était que le 4ème congrès. Il y avait parmi les soldats qui sont passés devant vous le 7 novembre un certain enthousiasme que vous avez peut-être remarqué. D'où venait-il? Il y avait parmi eux de jeunes paysans qui ne connaissent pas très bien la géographie et qui ignorent ce qui se passe en France, ce qui se passe hors de la Russie. On a dû leur expliquer ce qu'était le IVème Congrès mondial et cependant, qu'est-ce qu'on exigeait d'eux? Passer simplement devant les délégués étrangers, et leur présenter leur salut fraternel.

Pour vous, qui exigez de la classe ouvrière française une grève générale, vous deviez expliquer à cette classe ouvrière ce qui se passait au Havre, et pas seulement par cette formule «Gouvernement d'assassins».

En France, on fabrique ces formules beaucoup mieux que dans d'autres pays; on s'y connaît. Il y avait nécessité d'expliquer à chaque ouvrier et à chaque ouvrière, aux ouvriers agricoles, aux paysans et paysannes ce qui se passait au Havre: on a tué 4 ouvriers après en avoir tué un million et demi pendant la guerre. On montre si possible les photographies des tués; on décrit la situation de la famille des ouvriers; on montre les portraits des filles et des garçons de ces ouvriers tués. Vous envoyez tout de suite des correspondants qui connaissent ces questions et la vie des travailleurs, des camarades qui peuvent pénétrer dans les familles des ouvriers tués, partager leur peine et en raconter toute l'horreur à la classe ouvrière.

Il était nécessaire de mobiliser tout de suite, à Paris et dans tout le pays, un millier des meilleurs communistes et syndicalistes révolutionnaires, la main dans la main avec la C. G. T. U. et de les envoyer partout, non seulement dans tous les coins de Paris, mais aussi dans tout le pays, dans les villes et les campagnes, pour y faire une propagande intense; il fallait en même temps publier à deux, trois ou quatre millions d'exemplaires des tracts, des appels pour mettre la classe ouvrière au courant de ce qui se passait en disant: nous ne pouvons pas laisser passer ce crime sans protester.

Devait-on pour cela s'engager tout de suite dans une grève générale de 24 heures? Non. Il faut mettre en mouvement la classe ouvrière tout entière, par une propagande intense qui n'est autre chose que l'explication.

Il faut expliquer, raconter brièvement à la classe ouvrière; c'est la première condition.

Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? On a eu peur que le sentiment d'indignation de la classe ouvrière ne dure pas 3, 4 ou 5 journées. C'est la méfiance absolue. C'est la méfiance bureaucratique de notre syndicalisme révolutionnaire et de notre communisme à l'égard de la classe ouvrière (Applaudissements).

Il fallait lui raconter, lui expliquer les faits. Or, nos camarades du Pas-de-Calais sont descendus dans la mine et ont appris seulement après qu'il fallait faire la grève. Naturellement, l'action était tout à fait paralysée et compromise d'avance. Je me demande si on aurait pu agir autrement pour la compromettre.

Et puis on a sauvé—naturellement pas pour toujours—les dissidents, les réformistes, les Jouhautistes. Pourquoi? C'est bien simple, camarades. La bourgeoisie, en tuant quatre ouvriers, en France, n'a-t-elle pas mis ses amis dissidents et réformistes dans une situation extrêmement difficile. Avec les réformes, avec les idées du bloc national, avec la participation de Jouhaux à des assemblées bourgeoises pour l'amélioration du sort des ouvriers, on peut encore duper les travailleurs. C'est pourquoi le massacre du Havre était un coup presque mortel pour nos adversaires.

Que fallait-il faire? Il fallait dans chaque numéro de l'Humanité, pendant une ou deux semaines, faire toute la propagande possible, toute l'agitation utile, en demandant à la C.G.T. réformiste et aux dissidents: «Que proposez-vous maintenant? Il ne s'agit pas de dictature du prolétariat, nous ne vous la proposons pas, quoique nous en soyons partisans fidèles. Mais que proposez-vous contre la bourgeoisie qui vient de tuer quatre ouvriers, contre le gouvernement, contre Poincaré?»

Voilà une question qu'il fallait chaque jour répéter et faire répéter par les propagandistes, les agitateurs du Parti et les syndicats, à tous les coins de rue, dans tous les coins de la France, dans tous les villages où il y a un ouvrier ou une ouvrière, et cela pendant une ou deux semaines. C'eût été vraiment une grande époque dans le mouvement de la classe ouvrière. Mais au lieu de cela on a compromis cette situation. On a lancé cet appel, qui est fou, à la grève immédiate. On n'annonce pas ainsi le lundi une grève générale pour le mardi, car naturellement, les

dissidents et réformistes trouvent prétexte pour se dérober et dire: Nous ne participons pas à une entreprise aussi risquée.

Et puisque la grève générale était compromise par avance, ils ont décidé de donner le salaire d'une journée de travail aux victimes. Ils ne l'ont guère fait. Mais tout le monde a oublié leur crime de passivité parce que le point de concentration de toute l'attention ouvrière c'était la grève générale dangereusement compromise.

Et puis, c'est le «T e m p s» qui écrit: L'échec de la grève générale constituée pour l'avenir un symptôme encourageant.

Il a raison. Et «l'Humanité» dit: «La bourgeoisie veut profiter de cette passivité inouïe de la classe ouvrière».

C'était un échec formidable, mais le lendemain on avait dit que c'était tout de même un gros succès. Comme cette position était indéfendable, on a dit ensuite: La bourgeoisie veut profiter de cette passivité inouïe de la classe ouvrière. On rejette toujours la responsabilité sur le dos de la classe ouvrière. Quand il y a une défaillance de la C.G.T.U. et du Parti, on impute l'échec à la classe ouvrière. C'est une manière que la classe ouvrière ne tolérera pas. Elle devra inviter ses chefs à analyser leurs fautes pour apprendre quelque chose de l'expérience de la lutte. Il est vraiment temps, camarades.

Nous avons eu en France un grand événement, dont la grève de protestation ne fut que la répétition néfaste: C'est le mouvement du premier mai 1920. Le parti n'existait pas encore comme parti communiste. La scission n'était pas encore faite dans les syndicats. Mais les forces étaient les mêmes, sur le terrain politique comme sur le terrain syndical. Les éléments de la gauche n'ont pas préparé l'action. Ceux de la droite ont tout fait pour la compromettre et l'écraser sous leur trahison. Ils y ont réussi. Vous savez quelle importance a cette date du premier mai 1920 dans l'histoire de la France d'après guerre.

L'élan révolutionnaire de la classe ouvrière a baissé d'un coup, la stabilité du régime bourgeois a augmenté d'un coup. Un grand changement s'est produit après cette grève générale perdue.

Voilà deux ans et trois mois qui se sont passés depuis cette leçon assez démonstrative, et on fait la répétition de cette grève dans la forme de la grande protestation contre le massacre du Havre. Naturellement, c'est la désillusion, c'est la passivité de la classe

ouvrière qui doivent en être le résultat, et c'est aussi la conservation du réformisme et du syndicalisme de Jouhaux, inévitablement.

Pourquoi? Parce que le Parti n'a pas su donner son conseil, parce qu'il n'est pas intervenu en analysant la situation elle-même, en donnant son avis, en invitant notre camarade Mommousseau, qui n'est pas du Parti et qui ne veut pas de liaison organique, à décider ce qu'on fera ensemble. Il fallait lui dire: Vous proposez la grève pour demain mardi, mais c'est tout à fait impossible; vous allez la compromettre et créer une situation défavorable dans la lutte de la classe ouvrière.

Je suis sûr que notre ami Monmousseau aurait répondu: Je suis d'accord pour parler avec vous, mais mon organisation est autonome et elle prendra les décisions qui lui paraîtront convenables et bonnes.

Mais se mettre à la même table pour analyser la situation et échanger des conseils, est-ce que ce n'était pas nécessaire?

D'autant plus que la C.G.T.U. n'a pas fait autre chose que s'incliner devant l'initiative du Bâtiment. Le résultat, nous le voyons. Après le premier mai 1920 on a perdu des mois, plus que des mois et le temps c'est une matière première précieuse pour la lutte ouvrière. La bourgeoisie ne perd pas de temps. Nous, nous avons perdu deux années et il y a des camarades qui prétendent qu'on les a gagnées.

Pendant le Congrès de Paris, notre camarade Frossard a caractérisé les relations du Parti avec l'Internationale en employant cette formule: gagner du temps.

Le Secrétaire général du Parti, qui était déjà secrétaire au moment du congrès de Tours—par conséquent le plus qualifié pour représenter le Parti—s'est exprimé ainsi, selon le compte-rendu de l'Humanité sous le titre: La Crise.

«Quelles sont les causes de la crise? Depuis deux ans je suis partagé entre ma fidélité à l'Internationale et l'intérêt de mon Parti. Il y a chez moi conflit permanent, crise de devoir. Il y a des attitudes différentes chez moi? C'est parce que je ne suis pas sûr de moi. (Applaudissements répétés)».

Ainsi on applaudit au moment où le camarade le plus qualifié pour représenter le Parti dit: Je suis déchiré par ma fidélité à l'Internationale et par ma fidélité au Parti. Deux fidélités qui ne coïncident pas, qui sont contradictoires et si vous dites qu'il y a chez

moi des fléchissements, deux attitudes différentes, c'est parce que je suis déchiré entre ces deux antagonismes permanents. Et après cela, il y a des applaudissements répétés, selon le compte-rendu de l'Humanité.

Puis le même camarade dit:

«Devant certaines décisions de l'Internationale, inapplicables, je le dis, j'ai voulu gagner du temps. J'ai préféré faire cela que casser les reins à mon Parti».

Alors il y avait incompatibilité entre l'Internationale et le Parti communiste français. Le secrétaire général du Parti s'est trouvé dans la situation d'un conflit permanent et il a surtout essayé de gagner du temps pour ne pas casser les reins à son parti. C'est assez grave. Chaque fois que j'ai relu cette citation, j'ai eu la même secousse parce que cela est tellement inattendu!

Comment, on appartenait à l'Internationale pendant deux ans et on dit maintenant que telle résolution formulée par l'Internationale menaçait de casser les reins à son parti. Alors pourquoi appartient-on à l'Internationale? On ne comprend pas! On ne peut pas comprendre!

Quand j'ai reçu le numéro de l'Humanité et que j'ai lu cela pour la première fois, je me suis dit: C'est la préparation de la rupture avec l'Internationale.

Nous connaissons suffisamment notre camarade Frossard; ce n'est pas un homme à se laisser emporter par son tempérament; c'est un homme de calcul froid et s'il dit, non pas en passant, mais dans le Congrès de son parti, comme secrétaire général, que pendant deux années il n'a fait que gagner du temps parce que l'Internationale a pris des résolutions néfastes à son parti, je demande si on peut comprendre cela autrement que comme la préparation de la rupture avec l'Internationale (Applaudissements).

Le cas devient encore plus grave quand on considère les faits qui ont précédé son discours. C'est dans la motion dite Frossard-Souvarine, alors signée par Frossard et proposée au congrès du Parti que nous lisons:

«Il faut reconnaître à la lumière de l'expérience que les survivances de l'esprit social-démocrate de l'ancien parti et la méconnaissance de la valeur des résolutions de l'Internationale Communiste ont nui au renforcement et au perfectionnement du jeune parti communiste».

C'est à la veille du Congrès qu'on dit dans une motion: c'est la méconnaissance de la

valeur des résolutions de l'Internationale qui a surtout nui au Parti français.

Il s'agit de la valeur des résolutions sur le front unique et l'action syndicale. C'est Frossard qui les signe et l'encre de sa signature n'est pas encore sèche qu'il déclare à la tribune que les résolutions venues de Moscou et de l'Internationale étaient une menace de casser les reins à son Parti.

Si quelqu'un comprend, je l'invite à venir nous expliquer cette attitude. Nous avons essayé d'entendre l'explication de la bouche éloquente de notre camarade Frossard. Nous l'avons invité; nous avons répété notre invitation par des lettres et des télégrammes et même par des décisions de l'Exécutif. Malheureusement nous n'avons pas réussi. Nous serions pourtant très heureux d'avoir une explication de cette attitude qui ne nous paraît ni bien conséquente, ni bien nette.

Pour vous donner un tableau au moins sommaire des relations de l'Internationale et du Parti français, (son Comité Directeur et son secrétaire général surtout) pour vous démontrer comment l'Exécutif a menacé de casser les reins au P. C. F., vous me permettez de lire—ce sera une lecture bien sèche et peu divertissante—l'énumération des lettres, télégrammes et résolutions que nous avons envoyés. C'est un catalogue. Je ne mentionne pas les lettres privées; pour ma part, j'ai fait distribuer parmi les membres de la grande commission les copies des lettres que j'ai envoyées en mon propre nom, mais toujours avec le consentement de l'Exécutif en plein accord avec lui, aux camarades français.

Je n'énumère donc que les documents tout à fait officiels.

Au mois de juin 1921, il y avait réunion de l'Exécutif élargi où j'ai prononcé le discours dont je vous ai cité quelques passages essentiels.

En juillet 1921, il y a eu trois résolutions de l'Exécutif (après le IIIème congrès mondial) sur le contrôle de la presse, le travail dans les syndicats et la dissolution du comité de la IIIème Internationale.

Prenez ces résolutions. Est-ce celle sur le contrôle de la presse qui menaçait le Parti à cause de Fabre et de Brizon qui se couvraient de l'autorité des membres du parti pour poursuivre des entreprises personnelles en compromettant le Parti? N'était-il pas utile de cesser avec cette pratique consistant, lorsqu'on détient des postes des plus importants dans le parti communiste, à donner sa

collaboration aux organes bourgeois qui empoisonnent les masses populaires?

Voilà deux résolutions qui n'ont pas, je crois, menacé de casser les reins au Parti français, mais seulement à quelques journalistes arrivistes du Parti français. Cette résolution ne fut guère appliquée.

Sur le travail dans les syndicats, je vous ai raconté un peu notre discussion.

Une seule de ces trois résolutions fut appliquée: c'est celle concernant la dissolution du comité de la IIIème Internationale.

Si nous avons fait des fautes, et nous en avons fait plusieurs, je crois que nous avons surtout commis la faute d'avoir un peu trop contiaance dans la fidélité des camarades qui dirigeaient le Parti français à cette époque.

Le 26 juillet 1921: Lettre confidentielle de l'Exécutif au Comité directeur, contenant des critiques amicales et des suggestions sur: le travail parlementaire du Parti, les relations du Parti avec l'Internationale, les comptes-rendus parlementaires de l'Humanité.

(Notre camarade Marthe Bigot a fait sur ce point à la commission des observations qui confirment la justesse de notre critique).

Sur les rapports avec les syndicalistes, le travail dans les syndicats, la réorganisation du Comité directeur.

C'est la première fois que nous avons proposé, par écrit, de créer cette terrible oligarchie qui s'appelle le Bureau politique du Comité directeur.

Sur la structure du Parti, l'insuffisance de l'Humanité, le contrôle de la presse.

Invitation à Frossard et Cachin de venir à Moscou.

1er octobre 1921: Télégramme invitant le Parti à envoyer Frossard à Moscou.

15 décembre 1921: Lettre ouverte de l'Exécutif au Congrès de Marseille, contenant des critiques et des suggestions sur: la faiblesse de la direction du Parti, la discipline, la politique syndicale, le contrôle de la presse, la tendance de droite et le Journal du Peuple.

Ce n'est pas le commencement, car le commencement, c'était déjà dans les conversations avec la délégation pendant le IIIème congrès. Puis c'était la résolution sur le contrôle de la presse, en juillet 1921, quand on a posé pour la première fois la question Fabre. La troisième fois, c'était le 15 décembre 1921. Naturellement, nous avons «exagéré» l'importance de Fabre, mais maintenant tous ceux qu'on a rejetés se groupent autour du Journal du Peuple. C'est

l'abcès qui se forme, mais cette fois hors du Parti avec le concours de la race désormais fameuse des maires de banlieue.

Sur la pénétration du Parti dans les usines, l'introduction d'ouvriers à la direction, l'indifférence du Parti à l'égard de la vie de l'Internationale.

19 décembre 1921: Lettre confidentielle au Comité directeur, contenant des critiques et des suggestions sur les questions suivantes: tolérance à l'égard du Journal du Peuple. Pour la troisième fois: inexécution des décisions de l'Exécutif, tolérance envers Brizon et la Vague, rapports du Parti avec l'Internationale, Présidium, ou Bureau politique du Parti.

Si vous me demandez pourquoi je ne vous cite pas les réponses, c'est parce qu'il n'y en a pas. On n'a jamais répondu.

9 janvier 1922: Résolution sur les démissions de Marseille; Télégrammes convoquant à Moscou des représentants du Parti.

C'est une nouvelle série qui commence le 9 janvier 1922.

13 janvier 1922: Télégramme renouvelant la convocation de délégués français en raison de la crise.

23 janvier 1922: Télégramme convoquant Frossard et Cachin, et annonçant l'inscription de la question française à l'ordre du jour de l'Exécutif élargi de février;

24 janvier 1922: Télégramme insistant pour la venue de Frossard et de Cachin et soulignant l'impression indésirable que produirait leur absence.

27 janvier 1922: Télégramme réclamant à nouveau Frossard «dont l'absence ferait la plus mauvaise impression sur tout l'Exécutif», et annonçant que l'Exécutif élargi sera retardé de quelques jours pour permettre à Frossard d'arriver à temps.

Pendant ces quelques journées où l'on se préparait à envoyer la question française devant l'Internationale et à la soumettre aux représentants des partis affiliés, nous nous interrogeons par téléphone chaque soir et chaque matin.

«Est-ce que vous croyez, Zinoviev, qu'il va venir?»

— Que sais-je?

«Est-ce que vous pensez, Trotski, qu'il va venir?—Je n'y comprends rien.

On attend, on envoie des télégrammes, et de quoi s'agit-il? Si nous pouvions aller à Paris, tout de suite, pour consulter nos amis de là-bas, chacun de nous voudrait se jeter dans le train le premier. (Applaudissements).

Mais il s'agit de discuter, d'analyser, pour

les résoudre, les problèmes difficiles du Parti français. Et nous cherchons toujours à inviter les plus représentatifs de ses dirigeants pour discuter avec nous. C'est ces 5 télégrammes qu'on envoie pour inviter les chefs du Parti français à venir auprès de l'Internationale résoudre la question française.

Même époque: Intervention de Radek auprès de Cachin, à Berlin, pour le décider à se rendre à Moscou.

Février 1922: Exécutif élargi—Résolution sur la crise française—Critique de l'opportunisme, du bloc des gauches, du pacifisme petit-bourgeois, de l'inertie envers le syndicalisme, de l'insuffisance de direction du Parti, du fédéralisme.

Engagement de la délégation du Centre sur: l'exclusion de Fabre. (C'est la quatrième fois que la question est posée) la réintégration des démissionnaires de Marseille, l'application de la thèse syndicale de Marseille.

Avril 1922: Conseil national du Parti français.

9 mai 1922: Exclusion de Fabre par l'Exécutif. (quand la question fut posée pour la cinquième fois et qu'on a fait jouer l'article 9 des statuts).

12 mai 1922: Lettre confidentielle au Comité directeur avec critiques et suggestions sur les questions suivantes:

désorientation du Parti;
croissance de l'influence de la droite.
passivité dans l'affaire Fabre;
(C'est la sixième fois).
silence de l'Humanité sur les questions brûlantes;
inertie devant les anarchistes et les syndicalistes;

hostilité au front unique, campagne de l'Humanité et de l'Internationale constituant un sabotage de l'action de l'Internationale Communiste;

indiscipline du Parti envers les décisions de l'Internationale Communiste;

mauvaise volonté dans l'application des résolutions votées par les diverses délégations françaises à Moscou; rappel des multiples démarches conciliantes antérieures de l'Internationale communiste;

invitation à clarifier désormais les rapports entre le Parti français et l'Internationale.

Même époque: Télégramme à Frossard pour réclamer sa présence à l'Exécutif élargi de juin.

Juin 1922: Exécutif élargi—Résolutions sur: la structure du Parti;

la discipline intérieure;
la Fédération de la Seine;
la question syndicale;
le front unique;
le bloc des gauches;
la presse du Parti;
les fractions du Parti;
le blâme à Daniel Renoult;
l'affaire Fabre (C'est la septième fois)
le Congrès du Parti;
la nécessité d'un manifeste du Comité directeur.

Juillet 1922: Trois télégrammes invitant le Parti à exclure Verfeuil, Mayoux et Lafont.

Juillet 1922: Lettre à la Fédération de la Seine sur:

le fédéralisme et le centralisme;
l'article 9 des statuts internationaux;
l'affaire Fabre (C'est la huitième fois)
la discipline.

Septembre 1922: Message au deuxième Congrès du Parti communiste français, traitant de toutes les questions énumérées dans les lettres précédentes.

6 octobre 1922: Message complémentaire au Congrès de Paris, concernant:

le renouvellement du vote des 21 conditions;

l'exclusion de Verfeuil;
Résolution de l'Exécutif approuvant la décision de la Fédération de la Seine excluant Verfeuil.

Novembre 1922: Plusieurs télégrammes invitant Frossard et Cachin à assister au IVème Congrès.

Cette énumération sèche des lettres, télégrammes, propositions et suggestions envoyés par nous et demeurés presque sans écho ni réponse, depuis une année et demie, c'est le temps que notre camarade Frossard prétend avoir gagné. Nous déclarons que ce temps sera inscrit dans l'histoire du Parti français à fonds perdus, par la passivité, par l'inertie matérielle et politique des camarades dirigeants du Parti à cette époque et responsables du Parti.

Qu'on dise maintenant quelle était parmi les suggestions que je viens d'énumérer celle qui pouvait être nuisible et même néfaste au Parti.

Pourquoi était-il nécessaire de gagner du temps dans l'exclusion de Fabre, qui était si simple et si indispensable, et aussi dans les questions du régime de la presse, du Bureau politique et surtout du travail syndical et du front unique?

Que les membres de l'Internationale ne soient pas infailibles, personne ne le conteste; mais est-ce qu'on peut nous démontrer que dans ces suggestions, propositions et résolutions, l'Internationale a commis des fautes? Où sont ces fautes? Et qu'on nous démontre qu'on a fait du bien au Parti français en négligeant les suggestions et tentatives de l'Internationale. Qu'on nous démontre qu'on a gagné et non perdu du temps.

Si le secrétaire général du Parti lui-même déclare avoir gagné du temps, contre l'Internationale, menaçant de casser les reins au Parti français, il est évident que les délégués permanents à la propagande doivent dire la même chose et faire la même besogne d'une manière plus simple. C'est ainsi que le camarade Auclair raconte à la Jeunesse que les décisions de l'Internationale communiste sont basées sur des ragots,—c'est son expression.

Quand nous avons demandé à Frossard s'il était exact qu'il ait installé Auclair comme délégué à la propagande, il nous a répondu: ce n'est qu'à titre provisoire. Ce qui était juste.

Mais après le Congrès de Paris, on voit le même camarade maintenu à son poste. Et quand nous faisons quelques objections à nos camarades français du Centre, ils disent: Vous exagérez. Nous exagérons pour Fabre, nous exagérons pour Auclair, nous exagérons avec nos propositions pour le front unique et pour l'action syndicale, nous exagérons dans la question du régime de la presse, nous exagérons toujours.

Il est cependant naturel que nous nous élevions contre toutes les manifestations d'un esprit anti-communiste, comme celles de Fabre et d'Auclair, ou comme la collaboration à la presse bourgeoise. Chacun de ces faits, si on le considère séparément, a ses racines profondes dans les couches profondes du Parti. On a tort de les présenter comme sans importance, car ce sont des signes qui ne peuvent tromper sur un militant. Que voulez-vous avoir alors comme signe certain de non-communisme? Si Frossard dit que les résolutions de l'Internationale menacent de casser les reins au Parti français, et si Auclair complète cela en disant que ces résolutions sont prises sur la base de ragots, alors on peut comprendre quelles lueurs se répandent dans les couches plus profondes du Parti, qui ne sont guère informées.

Nous en voyons des témoignages extrêmement précis apportés par notre camarade

Louis Sellier,—qu'on ne doit pas confondre avec Henri Sellier, exclu du Parti. Louis Sellier a représenté quelque temps le Parti à Moscou. Il est rentré en France et il est proposé comme secrétaire général suppléant du Parti, ce qui est un poste important, et ce qui vous montre que ce camarade est tenu en grande estime dans le Parti français. Nous qui avons fait sa connaissance à Moscou, nous partageons cette estime pour le camarade Louis Sellier.

Dans l'Humanité du 27 août 1922, il a publié sous le titre: «Ecartons d'abord les légendes absurdes» un article où il dit:

«Il y a chez nous des camarades qui sont certainement très malins. Ils commencent par affirmer la main sur le cœur que leur dévouement à la Révolution russe a été et reste total. Mais... Et alors, c'est la série des «mais» et des «si» menaçants, solennels et absurdes. «Mais si Moscou veut faire du Parti une petite secte stipendiée et servile, si Moscou veut enlever au Parti toute espèce d'indépendance, si Moscou veut installer la guillotine en permanence au sein du Parti... etc».

Et plus loin:

«Nous manquerions au plus élémentaire de nos devoirs, si nous ne hurlions pas à nos camarades de la majorité, à nos camarades du Centre, qu'on s'efforce de les tromper en leur racontant sur Moscou les bêtises dont nous venons de citer les plus perfides. Moscou ne veut essentiellement pas que la III-ème Internationale fasse faillite comme la II-ème».

C'est Louis Sellier qui écrit cela. Il faut donc hurler aux camarades du Centre que Moscou ne veut pas créer une petite secte stipendiée et servile. Et c'est un membre du Centre qui le dit.

Louis Sellier rapporte ce propos: «Si Moscou veut enlever au Parti toute espèce d'indépendance...» et nous avons entendu dans la grande commission française quelques paroles dans ce sens: la dignité du Parti serait menacée par certaines interventions de l'Internationale. Voilà des sentiments, une mentalité, un état d'âme tout à fait étranges et que nous ne comprenons pas.

En février dernier, il y avait ici une commission qui s'occupait de la question russe. Cette commission était présidée, je crois, par le camarade Marcel Cachin. Il s'agissait d'un malaise intérieur de notre Parti russe. Cette

commission n'a pas travaillé à Paris, malheureusement, parce que nous ne pouvons pas encore tenir nos congrès à Paris. Cela viendra. C'était à Moscou. Cette commission était composée de camarades étrangers qui avaient à statuer sur une question bien pénible pour notre parti puisqu'il s'agissait de l'opposition ouvrière contre le Comité directeur du Parti.

Zinoviev, moi et quelques autres camarades, nous fûmes cités par la Commission. Nous avons donné notre avis. Il y avait chez nous un sentiment de soulagement qu'il existât une institution internationale, une instance suprême et personne ne s'est senti humilié pour l'autorité de notre Parti. Au contraire, on était très heureux de pouvoir résoudre une question importante avec l'aide de l'Internationale Communiste.

L'intervention de cette commission eut un résultat excellent pour notre Parti, puisque l'opposition ouvrière a cessé après cette intervention suprême.

Alors qu'est-ce c'est que la dignité du Parti? Il y a l'intérêt du Parti, c'est la suprême loi, et chacun de nous doit s'incliner devant cette loi suprême. C'est en cela que consiste la dignité du Parti et de chaque membre du Parti. (Applaudissements).

J'ai insisté sur ce point parce que, au Congrès de Paris, on a fait jouer ce spectre de la dignité du Parti. Vous connaissez tous la situation créée par le Congrès de Paris. Quelques mois avant le Congrès, nous avons proposé de faire un bloc entre les deux fractions les plus fortes, le Centre et la Gauche, contre la Droite et avec une certaine attitude, je dirai expectative, envers la tendance Renoult-Dondicol.

Quelle était l'idée de ce plan? Elle était bien simple. La lutte des fractions a été prédite par l'Exécutif. C'est à notre camarade Louis Sellier que nous avons maintes fois répété que si le conservatisme du Centre persistait, la création de fractions était inévitable comme une réaction nécessaire et salutaire pour le Parti afin de ne pas le laisser sombrer dans le marais de la passivité.

En même temps que se déroulait ce processus inévitable, il y avait la nécessité de donner au Parti la possibilité de faire son action extérieure. La fraction Renoult-Duret faisait, à cette époque, l'opposition la plus extrême au front unique. Il n'y avait pas possibilité d'envisager alors une collaboration avec cette fraction, quoiqu'on savait à l'Exécutif qu'elle comportait des éléments ouvrier

excellents qui sont nettement opposés au parlementarisme et aux combinaisons avec les dissidents, les réformistes, c'est-à-dire des éléments animés d'un pur esprit révolutionnaire, mais mal informés. Nous avons pris envers cette tendance une attitude expectative en la critiquant.

En même temps, nous n'avons jamais négligé le fait, que, malgré telle ou telle faute commise par la Gauche, c'est elle qui représentait le mouvement en avant du Parti, contre le conservatisme et la passivité.

D'un autre côté, nous n'avons jamais négligé le centre, malgré ses erreurs qui menacent le fondement même du Parti. Cette fraction englobe beaucoup d'éléments ouvriers excellents qui se grouperont demain ou après-demain sur la même base d'action révolutionnaire. Nous avons alors proposé un bloc entre les deux grands groupements, centre et gauche, pour faciliter au congrès de Paris sa tâche, qui était exclusivement de préciser les idées du Parti et de créer les organismes centraux qui pouvaient le diriger. La lutte des fractions conduisait le Parti à une impasse. Il fallait proposer une combinaison qui pouvait ne pas être parfaite mais qui apportât une solution plus ou moins convenable pour l'année prochaine.

Ce bloc devait avoir sa pointe dirigée contre la droite sur la base des résolutions inspirées par l'esprit communiste et préparées par la gauche. Les pourparlers au sujet de ce bloc avaient commencé à Moscou, avec le camarade Louis Sellier, avec le camarade Lucie Leiciague, et avec Frossard, comme représentant du centre.

Nous avons toujours insisté pour la réalisation de ce bloc sur la base révolutionnaire; ce bloc devait être dirigé énergiquement contre la droite afin de résoudre cette question totalement, définitivement, politiquement et dans ces conditions, nous aurions eu la possibilité d'une action vigoureuse et le Parti aurait pu se présenter devant le 4ème Congrès, comme un Parti beaucoup plus discipliné et capable de mener l'action.

C'est ce qui fut dit et répété maintes fois: si le centre s'oppose, s'il se laisse entraîner par les éléments du conservatisme et de la réaction, par la passivité, en gagnant du temps, nous pensons qu'il ira vers sa décomposition et sa décomposition provoquera la crise la plus pénible pour le Parti tout entier.

Or, je ne veux pas raconter ici l'histoire des pourparlers qui ont eu lieu à Paris pour

la constitution des organismes centraux. Les fractions se sont heurtées à des difficultés, sans pouvoir aboutir. Quand il y a des pourparlers entre deux fractions en lutte, les questions d'organisation sont toujours pénibles: il y a eu des discussions, des exigences excessives des deux côtés. Ce n'est pas possible autrement. Mais la rupture s'est produite sur des propositions tout à fait nettes, non pas sur des exigences exagérées de la gauche, comme on l'affirme, mais sur des propositions de parité présentées par les représentants de l'Exécutif.

Le centre a préféré rompre les pourparlers; il a repoussé la parité, même provisoirement, jusqu'au Congrès. Et c'est le camarade Ker qui a prononcé un grand discours, le 17 octobre sur ce sujet. Il a posé la question de la manière suivante: «Il s'agit de savoir si le Parti français ne sera pas libre de désigner lui-même les hommes qui doivent le diriger.» Ceci, d'après le compte-rendu de l'Humanité du 18 octobre (séance du 17).

Au moment où les pourparlers viennent d'être rompus sur l'initiative du centre, on dit aux délégués de province qui n'ont pas encore connaissance des propositions de l'Internationale: Il s'agit de savoir si le Parti Français ne sera pas libre de désigner lui-même les hommes qui doivent le diriger.

Qu'est-ce que cela signifie? C'est le centre qui menait les pourparlers avec la gauche pour la composition des organismes centraux, c'est le centre qui trouve que ces pourparlers ne peuvent pas aboutir; c'est le centre qui trouve que l'intervention de l'Exécutif était fautive et dangereuse, et au lieu de dire: nous ne sommes pas d'accord avec l'autre fraction sur la composition des organismes centraux, on laisse se répandre des rumeurs sur les pourparlers et l'on dit: Il s'agit de savoir si le Parti Français ne sera pas libre de désigner lui-même les hommes qui doivent le diriger.

Or, c'était dénoncer la Gauche d'un côté et les représentants de l'Internationale de l'autre, comme ayant l'intention de priver le Parti Français du droit de disposer de lui-même de son autonomie comme Parti. Cette dénonciation tout à fait injuste est très dangereuse du point de vue des aspirations nationales et anti-internationalistes.

Cette idée est répétée dans l'appel signé par le nouveau Comité directeur composé du centre. Au lendemain du congrès de Paris, on dit: «le 4ème Congrès mondial examinera la situation du Parti... Il se trouve saisi

dépouillé de son droit de choisir les hommes qu'il investit de sa confiance et qui sont chargés de le représenter dans les organismes de direction du Parti».

Camarades, s'il s'agit, pour chaque section, de formuler une ligne directrice pour une action, de donner des conseils sur l'organisation d'un parti, de surveiller les tendances d'un Parti, chaque parti peut se demander s'il est libre de disposer de lui-même ou si on ne le menace pas de le priver de ses droits.

En quoi consiste le droit d'un parti à disposer de lui-même? Il consistait dans le cas présent en ce que les deux fractions, qui, réunies, forment l'écrasante majorité du Parti, puissent s'entendre pour dresser une liste commune, fixer d'accord la composition des organismes centraux et présenter cette liste au congrès en lui disant: voilà ce que nous vous proposons, ce que nous vous conseillons d'accepter, parce que dans cette époque de décomposition menaçante du Parti, c'est la meilleure issue.

Mais on n'a pas présenté la question de cette manière. Après avoir mené les pourparlers avec la Gauche et les représentants de l'Internationale après avoir consommé la rupture, on a dénoncé la gauche et les représentants de l'Internationale comme des institutions, des organismes, des personnes qui menacent la dignité et la souveraineté du Parti Français, et après le tumulte et la nervosité du congrès, dans un appel signé par le Comité Directeur, on dit: «c'est le congrès mondial qui devra s'occuper de la question; il s'agit de savoir si le Congrès National a le droit de choisir lui-même son Comité Directeur».

Mais c'est un droit indiscutable: Nous voyons que ce droit est réalisé. Nous voyons que les mêmes camarades n'ont pas osé je peux le dire proposer au Congrès dans la situation dans laquelle ils l'ont mis, d'affirmer et de réaliser pleinement sa souveraineté en créant un comité directeur normal. Ils ont proposé eux-mêmes de créer un Comité Directeur provisoire. Pourquoi? Parce qu'ils ont paralysé eux-mêmes la souveraineté du Congrès; parce qu'après l'avoir paralysé ils n'ont pas pu étant donné la situation du Parti engager ce congrès à se donner avec les 2/5 des voix, un Comité Directeur. Après cela, il ne restait plus autre chose que de s'adresser au Congrès International pour rattacher les fils qui avaient été rompus par la faute du centre.

Camarades, je vous ai déjà dit que je ne pouvais pas vous exposer l'histoire du con-

grès de Paris. Il y a eu cependant un incident que je trouve nécessaire de porter à votre connaissance. C'est l'incident qui fut interprété à la grande commission par notre camarade Clara Zetkin. Il s'agit d'un incident extrêmement pénible parce qu'il est lié au nom de Jean-Jaurès. Je trouve nécessaire de dire quelques mots, non pas pour renouveler ici la scène du Congrès de Paris, mais seulement pour mettre au point une question sérieuse d'idées.

Une motion fut présentée par la Commission des Conflits ayant pour secrétaire un jeune camarade de la Gauche, d'après ce que l'on m'a rapporté. Cette motion proposait d'exclure Henri Sellier tout à fait pour cela en indiquant qu'Henri Sellier se nourrissait dans sa conception démocratique, de la tradition jauréssiste.

Or, tout le monde peut reconnaître qu'il n'était pas nécessaire de parler de Jaurès dans la résolution d'exclusion même d'une manière indirecte. De cette maladresse, on a fait un grand incident politique, non seulement dans le congrès mais après le congrès dans la presse du parti.

Une résolution a été préparée hâtivement, on en a fait une question de tendance et on a demandé: est-ce qu'on est pour ou contre la tradition de Jaurès? est-ce qu'on est avec Jaurès ou contre Jaurès? Voilà comment on a posé la question. Je ne crois pas que cela ait été profitable ni à la mémoire de Jaurès ni au Parti lui-même.

Jaurès, nous l'avons tous connu, sinon personnellement, du moins par son rayonnement politique. Nous connaissons tous sa grande et monumentale figure historique, qui dépasse sa pensée et qui reste et restera dans l'histoire, comme une des plus belles figures humaines. Et nous pouvons dire maintenant, et nous pourrions dire demain que chaque parti révolutionnaire, chaque peuple opprimé, chaque classe ouvrière opprimée, et surtout l'avant-garde des peuples et des classes ouvrières opprimés, l'Internationale Communiste, peuvent se réclamer de Jaurès, de sa mémoire, de sa figure, de sa personnalité. Jaurès est notre bien commun, il appartient aux partis révolutionnaires, aux classes, aux peuples opprimés.

Mais Jaurès joua un certain rôle, dans une certaine époque, dans un certain pays, dans un certain parti, dans une certaine tendance de ce parti. C'est l'autre aspect de Jaurès.

L'histoire de son activité politique est d'un conflit qui porte essentiellement sur le point de savoir si le congrès pouvait être

mieux connue par notre camarade Marcel Cachin que par moi.

Il y avait en France, avant la guerre, dans le Parti socialiste, deux tendances et le chef spirituel et politique de l'autre tendance était Jules Guesde, qui est aussi une grande et belle figure de l'histoire de la classe ouvrière française et internationale. Il y avait une grande lutte entre Jaurès et Guesde et dans cette lutte, c'est Guesde qui avait raison contre Jaurès.

Nous ne pourrions jamais l'oublier.

Quand on nous dit que nous nous séparons de la tradition jauréssiste, cela ne veut pas dire que nous confions la personnalité de Jaurès et sa mémoire aux mains malpropres des dissidents et des réformistes. Cela veut dire seulement qu'il y a un grand changement dans notre politique.

Nous combattons les survivances et les préjugés de ce qu'on appelle la tradition jauréssiste dans le mouvement ouvrier français.

C'est mal servir la classe ouvrière en France que d'avoir fait de cet incident une lutte d'idées, comme si les communistes peuvent vraiment se réclamer des traditions démocratiques et socialistes de Jaurès.

Relisons les livres de Jaurès, son histoire socialiste de la Grande Révolution, son livre sur l'Armée nouvelle, ses discours, on se sent toujours renouvelé par un grand esprit, une grande foi, mais en même temps, on voit les grandes faiblesses qui ont fait sombrer la II Internationale. Et nous ne sommes pas les gardiens des faiblesses et des préjugés de la II Internationale, de cette II Internationale qui était représentée dans sa forme la plus géniale, par Jaurès. Nous ne sommes pas des gardiens de ces préjugés, mais au contraire, nous luttons contre cette tradition; nous devons la combattre et la remplacer par l'idéologie communiste.

Camarades, la Grande Commission que vous avez créée a, après une discussion très large et parfois passionnée, créé une sous-commission chargée des questions d'organisation et de l'élaboration d'un projet de résolution politique. Vous avez reçu notre proposition par écrit. Nous nous sommes inspirés pour la rédiger de deux idées.

Il faut condamner les fautes, les erreurs politiques commises par la fraction dirigeante, en première ligne, du Parti Communiste français: le centre.

Il faut souligner les fautes commises par la tendance Daniel Renoult-Duret-Dondicol. Et il faut reconnaître que quelles que

soient les fautes secondaires commises par la fraction de gauche, c'est la Gauche qui a justement représenté l'Internationale, ses idées, ses suggestions, dans les questions les plus importantes pour la vie et pour la lutte de la classe ouvrière française.

C'est ce que nous avons reconnu dans notre résolution politique.

Quant à notre proposition d'organisation et de composition des organismes centraux du Parti, nous avons essayé de mesurer les relations de force des différentes tendances et d'approprier la composition des organismes centraux à la situation momentanée du Parti. Naturellement, ce n'est pas ainsi que nous procédons d'ordinaire. Nous rejetons absolument le principe de la R. P. parce que ce principe menace toujours de faire du Parti une fédération de tendances. C'est un encouragement pour chaque groupement qui veut créer une tendance; c'est un régime néfaste pour le parti et pour son activité.

Mais nous sommes dans une situation créée par la préhistoire dont je vous ai un peu parlé—suffisamment j'espère pour vous faire comprendre notre politique.

Or, nous avons demandé pour cette situation, pour ce Comité Directeur et pour les autres organismes centraux du Parti, la R. P. La sous-commission qui a élaboré cette proposition était composée des camarades Zetkin, Bordiga, Kolarov, Humbert-Droz, Katayama, Manouilsky, Trotski, Trotski.

La grande commission à laquelle nous avons présenté notre projet élaboré après une discussion approfondie, a adopté à l'unanimité toutes les propositions d'ordre politique ou d'ordre organique et nous demandons au congrès de faire de même, et de se conformer unanimement aux résolutions votées.

La franc-maçonnerie.

Pendant la discussion de la grande commission, une nouvelle question fut posée devant nous. C'est la question de la franc-maçonnerie qui jusqu'à ce moment, dans la vie du Parti, est restée ignorée. Il n'y a jamais eu d'articles de polémiques. On n'a jamais mentionné dans la presse que, dans le Parti communiste, comme d'ailleurs dans les syndicats révolutionnaires et réformistes, il y a pas mal de camarades qui appartiennent en même temps à la franc-maçonnerie.

Quand ce fait fut connu par la commission, ce fut une grande stupeur, parce qu'aucun des camarades étrangers ne pouvait supposer que deux années après Tours, le Parti

Communiste français put avoir dans son sein des camarades appartenant aux organisations dont il est superflu de définir le caractère au sein d'un Congrès mondial communiste.

J'ai essayé de le faire d'ailleurs dans un article de l'organe du congrès, le *Bolchévik*. J'ai dû pour écrire cet article, chercher dans ma mémoire les arguments les plus oubliés, couverts de poussière, contre la franc-maçonnerie tout à fait oubliée par moi comme une force existante.

Je ne vous ennuierais pas par la répétition de ces arguments. Il est de fait qu'en France, la bourgeoisie radicalisante qui a des chefs bien médiocres et une presse bien pauvre, se sert des institutions secrètes, de la franc-maçonnerie, surtout, pour masquer son entreprise réactionnaire, sa mesquinerie, sa perfidie, en idées, en esprit, en programme. La franc-maçonnerie est une de ses institutions, un de ses instruments.

Il y a un an et demi nous avons dit au Parti Français: «On ne voit pas cet abîme qui doit être creusé par notre presse, par nos discours entre le Parti Communiste et toute la société bourgeoise».

Nous voyons maintenant que non seulement cet abîme n'existe pas, mais qu'il y a des ponts, bien arrangés, un peu masqués, un peu couverts, et ce sont les ponts de la franc-maçonnerie, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, etc... La liaison s'opère par ces ponts entre la Ligue, la franc-maçonnerie et les institutions du Parti, la rédaction du journal, le Comité Directeur, le Comité Fédéral.

Evidemment, on fait des discours, on écrit des articles sur la nécessité d'écraser cette société corrompue, par la lutte de classe menée par le prolétariat lui-même guidé par un parti absolument indépendant de la société bourgeoise. On est révolutionnaire jusqu'au bout et on va dans les loges maçonniques rejoindre et embrasser les frères aînés qui représentent les classes bourgeoises.

On ne peut pas comprendre cette mentalité et cette façon d'agir. Quelques camarades ont dit: oui, nous sommes aussi de cette opinion que chaque communiste doit sacrifier toutes ses forces au Parti et qu'il ne doit pas en donner une certaine partie à d'autres institutions, à d'autres entreprises, à d'autres organisations, etc... Ce n'est pas la seule raison. Si un communiste est musicien, s'il visite les concerts, les théâtres, nous ne pouvons pas exiger de lui qu'il en fasse le sacrifice si ce sacrifice n'est pas exigé par

la situation; s'il est père de famille et qu'il veuille consacrer à ses enfants une partie de sa vie, évidemment, nous pouvons exiger beaucoup de lui, mais nous ne pouvons pas exiger qu'il renonce à s'occuper de ses enfants. Mais il ne s'agit pas de cela. Il ne s'agit pas d'un certain partage de son travail, de son attention, de sa vie entre deux institutions ou deux occupations: non!

Si vous présentez cette question de cette manière devant la classe ouvrière, elle ne comprendra jamais pourquoi l'Internationale s'y intéresse. Il faut affirmer l'incompatibilité complète et absolue, implacable, entre l'esprit révolutionnaire et l'esprit de la petite bourgeoisie maçonnique, instrument de la grande bourgeoisie. (Applaudissements).

Cette question ne fut malheureusement pas soulevée au lendemain du congrès de Tours. Elle n'est venue devant notre commission que grâce à la lutte des fractions. Quand la commission a pris connaissance de ces faits, elle les a mis immédiatement à l'ordre du jour de son travail comme des faits d'une grande importance.

On nous a dit: vous exagérez.

C'est toujours la même chose. C'est toujours le cas Fabre qui revient. Fabre est immortel; même tué une fois par l'Internationale Communiste, il renaît toujours sous un autre nom, sous une autre masque, et même sous le masque de la maçonnerie secrète.

On nous a dit: vous exagérez; nous croyons au contraire que nous sommes cette fois en présence d'une question qui peut devenir un levier pour changer quelque chose efficacement, immédiatement, dans ce Parti.

Il y a de grandes questions: la question des syndicats, la question du front unique. C'est sur cette base que se développera le mouvement ouvrier, mais la tradition parlementaire du Parti Français s'est cristallisée dans la couche supérieure des députés, des journalistes, des avocats, des intellectuels, et cette cristallisation a constitué, dans une certaine mesure, comme un Etat dans l'Etat.

C'est surtout l'esprit de l'opportunité qui est développée chez les éléments intellectuels dont les cerveaux sont parfois couverts de réminiscences des différentes situations par lesquelles ils sont passés et dans lesquels on ne peut plus rien déchiffrer.

Il faut une secousse. C'est surtout dans cette couche du Parti qu'elle sera salutaire, non seulement pour le Parti—ce qui est une raison première—mais pour les éléments de

valeur qui existent naturellement dans cette couche dirigeante, un peu traditionaliste, trop conservatrice et qui se réclame toujours de la journée d'hier ou d'avant hier au lieu de s'orienter vers l'avenir.

Alors, ce sera la grande secousse, parce que ce n'est pas la ligne directrice de la classe ouvrière, pour toujours. C'est une question de relations, d'habitudes, d'aptitudes, de moeurs personnelles de camarades appartenant à cette couche dirigeante.

Beaucoup de fonctionnaires du Parti fréquentent les loges maçonniques. Naturellement, ils ne cachent pas là-bas leur communisme comme ils cachent leur franc-maçonnerie quand ils sont parmi nous; mais tout de même ils arrangent leur communisme d'une façon convenable pour les frères bourgeois, d'une manière permise pour cette société si délicate, qui a des nerfs si raffinés. Maeterlinck, le poète, a dit une fois qu'en cachant son âme parmi les autres, on finit par ne plus se retrouver soi-même. Eh bien, quand on est dans un milieu pareil et qu'on a modifié ses opinions selon les goûts exquis de ces frères raffinés en politique radicale, on finit par ne plus retrouver sa véritable physionomie de communiste-révolutionnaire.

Voilà pourquoi c'est pour nous une grande question pour les couches dirigeantes du Parti. Naturellement, le Comité Directeur, quand il accomplira cette tâche que nous lui proposons d'accomplir, aura de suite contre lui en France les 9/10 de l'opinion publique officielle. On prévoit déjà avec une certaine joie révolutionnaire, que ces milieux réactionnaires, catholiques, francs-maçons, de la couleur des Léon Daudet, ou de la couleur des amis d'Herriot, avec toute leur presse se jetteront contre l'Internationale et le Parti Communiste et si vous vous présentez avec des excuses, des atténuations, des explications, en disant que la franc-maçonnerie n'est pas une chose tout à fait condamnable en soi, mais qu'il ne faut pas partager son cœur entre le Parti et la franc-maçonnerie parce que le Parti a besoin des quatre quarts du cœur, alors, vous aurez, camarades du Comité Directeur, une situation insupportable. Au contraire, le Parti doit frapper sur la table avec énergie et en proclamant: oui, nous avons commis une faute en tolérant que des camarades de valeur, par une inertie pénible, aient appartenu à la franc-maçonnerie. Mais après avoir reconnu cette faute, nous proclamons la lutte implacable contre cette machine d'enveloppement révolutionnaire. La Ligue des Droits de

l'Homme et la franc-maçonnerie sont des machines bourgeoises qui enveloppent la conscience des représentants du prolétariat français. Nous déclarons à ces méthodes une lutte implacable parce qu'elles constituent une Partie secrète et perfide de la machinerie bourgeoise.

Si le Comité Directeur commence l'action avec cette énergie implacable, il aura naturellement contre lui les dissidents, les Léon Blum; les catholiques défendront les maçons. La maçonnerie aura des excommunications catholiques pour maudire les communistes. Le Parti aura contre lui tout un mélange de la bourgeoisie, de toutes ses nuances; mais le Parti Communiste restera debout, opposé à toute cette politiciannerie, cette tromperie de la société bourgeoise, comme un bloc révolutionnaire qui défend les intérêts suprêmes du prolétariat.

Et je suis sûr que si vous procédez par cette secousse salutaire, vous retrouverez votre Parti, après un mois, ou deux ou trois, dans une situation bien différente de la situation dans laquelle il se présente devant le 4-e Congrès mondial.

On criera beaucoup contre les «ordres» de Moscou. On criera de nouveau à la liberté d'opinion, mais des opinions francs-maçonniques; ce sont les mêmes camarades qui demanderont encore la liberté de pensée, et de critique. Mais ces camarades qui polémiquent pour la liberté de pensée et d'opinion envisagent-ils les divergences inévitables dans les cadres communistes? Non. Ils voudraient avoir un cadre qui engloberait les pacifistes, les francs-maçons, les propagandistes de la sainte loi catholique, les réformistes, les anarchisants, les syndicalisants. Voilà ce qu'ils appellent la liberté de pensée.

Ces hommes qui presque toujours des intellectuels, passent les 9/10 de leur temps dans les milieux bourgeois, ils ont une occupation qui les détache tout à fait de la classe ouvrière. Leur mentalité se trouve travaillée dans ce milieu pendant les 6 jours de la semaine qu'ils y passent.

Ils rentrent dans leur Parti le dimanche; ils en ont oublié les principes et doivent recommencer par la critique, par le doute surtout. Ils disent: nous réclamons pour nous la liberté de pensée. Alors, on fait de nouveau une résolution qu'on leur impose. Puis, ils retournent dans leur milieu et recommencent. Ce sont des amateurs, des dilettanti, et parmi eux il y a beaucoup d'arrivistes.

Il faut les éliminer; il faut libérer le Parti

de ces éléments pour lesquels le Parti n'est autre chose qu'une porte ouverte pour un poste, pour un mandat.

C'est pourquoi nous acceptons comme ligne rigide que les 9/10 des postes électoraux mis à la disposition du Parti soient occupés par des ouvriers et pas même des ouvriers qui sont devenus eux-mêmes des fonctionnaires du Parti, mais par des ouvriers qui sont encore à l'usine ou aux champs.

Il faut montrer à la classe ouvrière qu'on l'a jusqu'à présent trompée et que les différents partis se sont servis d'elle comme d'un tremplin pour faire un bond de carrière et il faut montrer que notre parti regarde le domaine parlementaire comme un morceau, une partie de son domaine révolutionnaire.

C'est la classe ouvrière qui se meut sur ce domaine; ce sont ses représentants les plus purs, les plus adéquats ceux qui l'expriment le mieux qu'il faut introduire dans le parlement, naturellement en les complétant par des camarades dévoués et sûrs qui ont une certaine instruction. Mais la majorité écrasante de notre fraction parlementaire municipale, cantonale, etc.. doit être prise parmi les masses ouvrières et surtout en France, étant donné ses moeurs, ses conceptions, ses habitudes.

La Presse.

Il faut en finir avec ce régime qui consiste à considérer la presse comme un domaine où s'exerce le talent des journalistes. C'est bien quand un journaliste a du talent, mais la presse n'est pas autre chose que l'instrument de la lutte, un instrument qui doit être autant que possible anonyme, représentant la collectivité, reflétant l'idée directrice de la classe ouvrière et non des idées particulières de tel ou tel individu.

A ce point de vue, le Populaire représente très bien les traditions du parti parlementaire.

Je trouve ici un article de tête du Populaire, avec une note de la rédaction; le rédacteur en chef dit: «Je crois devoir rappeler que les articles leaders du journal n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.»

Voilà leurs moeurs; les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. On réclame aux ouvriers le sacrifice de leurs sous pour un journal qui se réclame du socialisme et qui fait une règle générale que les articles de tête n'engagent que leurs auteurs.

Les articles, chez nous, engagent le Parti.

Le journaliste doit être anonymement à la disposition du Parti. Et si messieurs les journalistes—et j'appartiens un peu à cette caste—nous répondent que c'est leur dignité personnelle qui est attaquée par cette procédure, nous dirons que la plus haute dignité de journaliste communiste est d'être l'instrument le plus fidèle et autant que possible impersonnel, de la mentalité, de la politique, de la lutte de la classe ouvrière.

Notre action parmi les paysans.

Je dois encore mentionner tout particulièrement deux questions. D'abord, la question de notre action parmi les paysans.

Cette question a été traitée plus rapidement que toutes les autres questions de principe, au Congrès de Paris. Elle a été mise en discussion par le camarade Jules Blanc qui a dit que par des lettres de paysans, on peut démontrer qu'un sentiment révolutionnaire existe chez eux dont la contestation permet de protester contre l'épithète «petite bourgeoisie» trop rapidement appliquée à la classe paysanne, et que répandre les brochures où la classe paysanne est traitée de petite bourgeoisie, c'est desservir la propagande du Parti.

La même objection a été faite par le camarade Renaud Jean et je crois nécessaire de dire quelques mots sur notre travail parmi les paysans.

L'expression «petite bourgeoisie» n'est pas une insulte. C'est une expression scientifique qui a son sens dans le fait que le producteur est possesseur de ses moyens de production; il n'est pas encore tout à fait détaché de ses moyens de production et cependant il n'est pas salarié.

Voilà ce que signifie l'expression «petite bourgeoisie».

Si pendant un discours de propagande—et non pas un cours scientifique—un paysan me demande: Est-ce que je suis un petit bourgeois,—je lui fournirai des explications qui, je crois, ne le choqueraient pas. On trouve trop souvent des paysans qui se distinguent du prolétaire qui n'a rien tandis qu'eux sont possesseurs de leurs moyens de production. Ils ont de ce fait une mentalité plus individualiste que celle des ouvriers.

Or, cette expression est juste et nécessaire pour ne pas nous tromper nous-mêmes sur le caractère de cette classe paysanne, pour ne pas tromper les ouvriers. Mais malgré la différence qu'il y a dans la vie et dans la mentalité entre ces deux classes, cette expres-

sion ne peut nullement empêcher notre action parmi les paysans.

L'autre question est la question coloniale. Je ne sais pas si on a cité ici la résolution de la section de Sidi-bel-Abbes, en Algérie. Cette résolution d'un groupement qui se prétend communiste est un grand scandale quoi que prise par un petit groupement. Elle dit: «En matière coloniale, elle (la section) est en complet désaccord avec les thèses de Moscou... Les fédérations communistes indigènes sont seules qualifiées pour arrêter une tactique d'action communiste locale. Les fédérations communistes algériennes ne sauraient admettre sous aucun prétexte que soient publiés en Algérie des manifestes dont l'esprit et la lettre, engageant leur responsabilité, n'auraient pas été arrêtés par elles».

C'est dire que l'Internationale ne doit pas intervenir de trop près dans les questions intérieures du Parti. Voilà une section coloniale qui se soulève contre son parti et contre son internationale, et dit: Non, non, en tant qu'il s'agit des indigènes, c'est notre domaine à nous seuls.

La résolution dit encore;

«Un soulèvement victorieux des masses musulmanes d'Algérie qui ne serait pas postérieur à un même soulèvement victorieux des masses prolétariennes de la Métropole amènerait fatalement en Algérie un retour vers un régime voisin de la féodalité, ce qui ne peut être le but d'une action communiste»¹⁾.

¹⁾ Dans mon discours, j'ai omis la réfutation nécessaire de l'argument quasi-marxiste du groupement de Sidi-Bel-Abbes. On essaie de nous menacer de l'état de barbarie dans lequel retomberaient nécessairement les indigènes au cas où leur soulèvement contre le despotisme de la classe bourgeoise française serait couronné de succès. Cet argument est pris chez les social-démocrates de la droite, d'avant-guerre. Mais il faut reconnaître que chez ces derniers ce raisonnement avait une certaine justification puisque le capitalisme se trouvait encore sur sa ligne ascendante. Maintenant que le capitalisme européen est en pleine décomposition, c'est un défi aux vérités les plus simples de la science historique que de voir en lui un facteur progressif pour les colonies.

Il n'y a que le socialisme—après qu'il aura remplacé le capitalisme et étendu son influence aux colonies—qui puisse vraiment les tirer de la «barbarie», c'est-à-dire de la situation retardataire où elles trouvent.

Tout mouvement colonial qui affaiblit la domination capitaliste dans la Métropole est progressif parce qu'il facilite la tâche révolutionnaire du prolétariat.

Il est évident que la rébellion dans les colonies ne peut être provoquée à un moment arbitrairement choisi. Il faut des conditions spéciales pour qu'un

Voilà le fond. On ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies parce que si on commet cette bêtise de se libérer de la domination de la bourgeoisie française, on revient vers la féodalité, et les communistes français algériens ne peuvent pas tolérer que par une émeute révolutionnaire les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité.

On ne peut pas tolérer deux heures ni deux minutes des camarades qui ont la mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne sous les bienfaits de la civilisation capitaliste, car c'est Poincaré qui est le mandataire d'un tel groupe puisque c'est lui qui par ses instruments d'oppression sauve les pauvres indigènes de la féodalité, de la barbarie.

Une trahison dans l'action se couvre toujours de l'indépendance, de l'autonomie, de la liberté d'action. On proteste toujours contre les interventions de l'Internationale et du Parti Français lui-même. Or il y a beaucoup de choses à changer dans le Parti Français. Et nous voyons déjà comme les dissidents se réjouissent de la situation du Parti quand ils écrivent, dans les articles qui n'engagent que leur auteur: «La décomposition du Parti Communiste rend l'heure favorable. Il ne s'agit plus maintenant de se défendre, mais de passer à l'offensive vigoureuse. etc.»

Les dissidents prédisent une grande poussée de leur parti. Voilà une prophétie qui ne se réalisera guère. Au contraire, on peut prédire sans avoir peur de l'art de la sténographie, si les partis restent comme ils sont maintenant, quand il y a deux nuances devant la masse ouvrière, avec leurs adhérents, deux églises établies avec leur bureaucratie hiérarchique—cela peut durer des années et des décades—mais du moment où quelque chose change radicalement dans le Parti Communiste, où il devient un parti fait d'une autre manière que les autres et où les ouvriers peuvent voir en lui plus qu'un parti, mais la préparation de la révolution prolé-

mouvement pareil soit couronné par la victoire. Mais c'est déjà une question de stratégie: il faut toujours choisir le moment et les méthodes propices. Mais cette règle de stratégie n'a rien à faire avec la formule dont nous parlons: Esclaves des colonies, restez esclaves jusqu'au moment où nous, êtres suprêmes, de la Métropole, aurons changé tout cela, parce que si vous vous privez prématurément de la protection de notre bourgeoisie éducatrice, vous retombez inévitablement dans votre barbarie naturelle.

tarienne, on peut prédire alors que les dissidents sont morts, qu'ils n'existent plus, de même que les réformistes de la C. G. T.

Et je vous dis avec une pleine certitude que ce n'est pas la C. G. T. U., par ses propres forces, qui tuera la C. G. T. réformiste. Non. Il n'y a qu'un grand, puissant et vraiment révolutionnaire parti, englobant toute l'élite de la classe ouvrière qui écrasera totalement le réformisme politique et syndical. Vous le verrez bientôt.

Dans les premières semaines de la lutte contre la franc-maçonnerie, ou contre la Ligue des Droits de l'Homme il y aura des défaillances, des déserteurs qui passeront aux dissidents; ceux-ci y gagneront tout d'abord, j'en suis sûr, mais ils ne recevront que les déchets et les excréments du Parti Communiste. (Applaudissements).

Il s'agit de faire des opérations douloureuses, énergiquement, vigoureusement, pour accélérer le processus et pour entamer une grande action pour un parti révolutionnaire.

Nous vous proposons, au nom de notre commission, un programme d'action qui fut soumis à la commission par la gauche et adopté unanimement, avec des corrections plutôt secondaires.

Il y a, à la base, la possibilité d'entamer maintenant une grande action du Parti, en écartant les éléments qui empêchent cette action révolutionnaire et qu'on ne dise pas, surtout, que ces revendications immédiates peuvent créer un nouveau réformisme dans le mouvement français. A cette époque de décomposition de la société bourgeoise, les revendications immédiates deviennent la clé pour le mouvement vraiment révolutionnaire. Ce mouvement doit se développer avec comme point de départ les comités ou conseils d'usine et comme formule nécessaire: l'unité de front pour donner toutes les possibilités d'action et de succès et comme formule très nécessaire surtout en France, le gouvernement ouvrier.

Les querelles sur ces questions doivent finir, parce que les polémiques sur ce mot d'ordre n'aboutiront qu'à ébranler la conscience ouvrière déjà suffisamment inquiète.

L'idée d'un gouvernement Blum Frossard n'est que symbolique, pour être indiquée de la manière la plus courte, mais il ne s'agit guère d'une combinaison entre parlementaires, pour la constitution d'un gouvernement possible, parce que pour avoir la majorité dans le parlement, pour avoir en main les dissidents et les communistes, il faut que la classe ouvrière tout entière vote pour les dis-

sidents et les communistes, et, pour aboutir à ce résultat, il faut que les dissidents n'invitent pas la classe ouvrière à voter pour le bloc des gauches, il faut que les dissidents se détachent du bloc des gauches, de la société bourgeoise. Il faut en première ligne montrer à la classe ouvrière française, cette nécessité de se détacher de la bourgeoisie et de s'opposer à elle sous toutes ses formes. Si nous avons la grève du Havre et le massacre d'ouvriers, nous disons aux ouvriers qu'avec un gouvernement ouvrier, pareils massacres n'auraient pas eu lieu et nos représentants au Parlement doivent dire que la classe ouvrière ne peut pas tolérer un gouvernement Poincaré ou Bloc des Gauches mais seulement un gouvernement représentant la classe ouvrière, et composé d'ouvriers.

Or, nous autres communistes, nous nous orientons de toute notre force vers un gouvernement ouvrier créé par un mouvement révolutionnaire, mais si les ouvriers croient qu'on peut créer un pareil gouvernement par les méthodes parlementaires, nous leur disons: essayez-le, mais pour le faire, il faut se détacher d'abord et totalement du bloc des gauches, des combinaisons bourgeoises, il ne faut qu'un bloc ouvrier. Si vous vous détachez totalement de la bourgeoisie, mais croyez encore aux méthodes parlementaires, nous vous disons: nous n'avons pas confiance dans cette méthode, mais nous soutenons votre action dès lors que vous vous détachez de la bourgeoisie. Si on nous demande: un gouvernement de coalition, de partis se réclamant de la classe ouvrière est-il possible, je répondrai: naturellement, mais pas sur la base d'une combinaison parlementaire, mais seulement sur la base d'un grand mouvement qui englobe tous les domaines de la lutte de la classe prolétarienne et aussi le parlement.

La chose essentielle est que ce mouvement donne à la classe ouvrière cette idée bien simple qu'elle peut créer un gouvernement ouvrier par les ouvriers et pour les ouvriers.

Si vous nous demandez: est-ce que nous serons sûrs que les dissidents ne nous trahiront pas, je vous répondrai: jamais nous n'en serons sûrs. C'est pourquoi même étant en situation de créer un gouvernement ouvrier révolutionnaire avec eux, nous devons les observer avec la même attention et la même méfiance que nos pires ennemis et au moment de leur défaillance, de leur trahison, les jeter hors du gouvernement, comme nous l'avons fait chez nous avec les socialistes-révolutionnaires de gauche

qui ont représenté la paysannerie dans le gouvernement ouvrier créé par nous et que nous avons dû rejeter, en gardant tout entier le gouvernement dans les mains de la classe ouvrière.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier signifie en première ligne l'indépendance absolue de notre parti. Cette indépendance doit être une chose acquise rapidement.

En France, le Centre va être dans les prochaines semaines responsable de ce travail d'action énergique dans notre Parti Communiste Français. Je suis sûr que les explications douloureuses que nous avons eues avec nos camarades français dans la commission et que je vous présente ici sous la forme d'un rapport ne peuvent pas se répéter. Le discours de Frossard nous montre le danger; je l'ai cité, je l'ai interprété c'est au centre à y obvier, à écarter définitivement le danger. Je ne vois pas de raison pour la rupture: je crois au contraire que la situation est extrêmement favorable pour notre Parti français. Il y a la décomposition du bloc national, l'impossibilité absolue des réparations, la difficile situation du bloc des gauches, et je crois que notre parti tient dans ses mains l'avenir de la France et par cela même de l'humanité tout entière. Nous sommes sûrs

qu'inspiré par ces perspectives grandes et majestueuses, le centre fera son devoir jusqu'au bout et qu'au prochain Congrès, nous aurons un parti unifié, homogène, révolutionnaire, fidèle à son devoir jusqu'à la révolution victorieuse du prolétariat français (Applaudissements prolongés).

Kolarov. —Après la traduction du discours du camarade Trotski, la séance sera levée. La prochaine aura lieu demain à 11 heures avec le même ordre du jour.

Avant de clôturer la séance, j'ai à vous faire quelques communications:

A 6 heures réunion du Présidium,
à 7 heures réunion de la petite Commission italienne avec la fraction des maximalistes.

Toutes les Commissions qui n'ont pas encore terminé leur travail sont priées de se réunir encore ce soir pour l'achever. Leurs secrétaires seront chargés de les convoquer. Lundi, le 4 décembre à six heures aura lieu au Grand Théâtre l'ouverture du Congrès International de la Jeunesse.

Le Soviet de Moscou invite les délégués à un banquet pour demain samedi au Grand Théâtre. Les cartes d'invitation seront distribuées à la salle à manger.

La séance est levée à 16 heures 20.



Il n'est pas possible de donner une idée exacte de l'état de l'Assemblée Nationale, car elle est en ce moment dans une situation de transition. Les débats ont été interrompus par la démission de M. de Broglie, et l'on attend avec impatience le retour de M. de Broglie à la présidence de l'Assemblée. Les débats ont été très intéressants, et l'on a pu constater que l'Assemblée est en mesure de discuter les questions les plus importantes de l'ordre du jour.

La séance est levée à 10 heures 20.

Le discours de M. de Broglie a été très remarqué, et l'on a pu constater que l'Assemblée est en mesure de discuter les questions les plus importantes de l'ordre du jour. Les débats ont été très intéressants, et l'on a pu constater que l'Assemblée est en mesure de discuter les questions les plus importantes de l'ordre du jour. Les débats ont été très intéressants, et l'on a pu constater que l'Assemblée est en mesure de discuter les questions les plus importantes de l'ordre du jour.



Assemblée Nationale
Séance du 10 Mars 1871